

DEPUIS 2008, 321 MILLIARDS DE DOLLARS D'AMENDES ONT ÉTÉ IMPOSÉS AUX BANQUES POUR DÉFAUT DE CONFORMITÉ ! TIRANT PARTI DE L'ÉVOLUTION LÉGISLATIVE CONSTANTE ET DE L'INADÉQUATION DES LOGICIELS PRÉSENTS SUR LE MARCHÉ, LE SECTEUR DE LA REGTECH CONNAÎT UNE CROISSANCE FULGURANTE DEPUIS QUELQUES ANNÉES. EN PROPOSANT DES SOLUTIONS TECHNOLOGIQUES PERMETTANT AUX BANQUES DE S'ADAPTER AUX EXIGENCES RÉGLEMENTAIRES ET DIMINUER LEURS RISQUES, CES START-UPS RÉVOLUTIONNENT LE SECTEUR FINANCIER ET BANCAIRE.

Temps de lecture : 4'30

Par Anne-Laure Joubaire

Le 3 juillet l'ACPR (Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution) a condamné le Crédit Mutuel à un million et demi d'euro d'amende pour manquement à son obligation d'identification de la clientèle. Cet exemple, dernier d'une longue liste, incitera peut-être les banques à accélérer l'intégration des RegTech dans leurs processus.

Les chiffres sont vertigineux : 219 millions de dollars ont été investis aux Etats-Unis et Royaume-Uni au 1er trimestre 2017 dans les start-ups de la RegTech et près de **5 milliards de dollars au niveau global depuis 2013** selon un [rapport de CB Insights](#).

Selon ce même rapport, la **demande globale pour des solutions de régulation et de conformité atteindra 118.7 milliards de dollars en 2020**. Si le secteur est longtemps resté confidentiel en France, il commence à prendre son essor : à date d'aujourd'hui on dénombre en effet [62 start-ups positionnées sur ce secteur d'après France FinTech](#).

UN ENGOUEMENT MOTIVÉ PAR PLUSIEURS RAISONS

La **crise mondiale** de 2007-2008 s'est enracinée sur les failles réglementaires et de contrôle des secteurs bancaires et financiers. Conscients de ces travers et du manque de transparence sur les marchés des capitaux, les régulateurs mondiaux ont décidé de durcir fortement les exigences en **multipliant les lois et agences de contrôle** (750 au niveau mondial) : Dodd Frank, MiFID, IFRS, RGPD, dispositifs de lutte contre le blanchiment, contre la cybercriminalité, protection des consommateurs, réduction des délais pour la remise des rapports ... Ces législations, plus de 10 ans après le début de la crise **continuent d'évoluer**. De fait selon [un rapport de Deloitte](#), les **dépenses de conformité ont augmenté de 60% pour les banques par rapport à la situation pré crise et ont représenté pas moins de 100 milliards de dollars pour l'année 2017** ! Les géants bancaires comme HSBC ou JPMorgan dépensent ainsi plus d'un milliard de dollars par an pour se mettre en conformité. Ces dépenses concernent l'**embauche de milliers de conformistes représentant 10 à 15% des employés** mais également les **amendes** imposées par les régulateurs.

Cette augmentation massive des exigences réglementaires a rendu **les offres des grands logiciels utilisés jusque-là obsolètes** : impossible en effet d'adapter des paquebots aussi lourds à un changement aussi rapide. La plupart des banques ou grandes entités financières ont en outre des SI en silos, rendant l'extraction et le reporting réglementaire complexe et les erreurs et amendes plus probables. Les RegTech se sont engouffrées dans cette faille en s'appuyant sur le développement exponentiel des technologies comme le BigData et le blockchain et en proposant des solutions à la carte.

LES REGTECH, DES SOLUTIONS AUX MULTIPLES OBJECTIFS

Si elles existent depuis au moins 2010, les RegTech ont commencé à apparaître de manière disparate, comme un sous segment des FinTech. Au fur et à mesure de leur expansion de par le monde, elles se sont démarquées comme un secteur à part entière qui s'est vu affubler en 2015 du néologisme RegTech (RegulatoryTechnology).

Comme l'indique leur nom, les start-ups de la sphère RegTech proposent à des institutions financières ou bancaires des solutions pour **optimiser leur gestion des contraintes réglementaires et réduire les coûts qui y sont liés**.

Ces solutions sont variées selon l'Observatoire des banques :

- Une majorité d'entre elles se concentre sur l'**identification** des clients et les due diligence

(Know Your Customer ou KYC),

- Puis sur **l'envoi automatisé de rapports** aux régulateurs
- Le **management des risques** (marchés, employés, cyber)
- Les **crimes financiers** (fraudes, blanchiment, délits d'initiés)
- Le management de la conformité

Pour cela, les start-ups de la RegTech **utilisent des technologies diverses** : biométrie, intelligence artificielle, machine learning, blockchain, Big Data, Data mining, crypto monnaies, cloud.

Les objectifs sont multiples : éviter les amendes, faciliter la constitution de rapports cohérents en intégrant des données venant de plusieurs SI, avoir une **vision globale** des risques, garantir une **mise à jour quasi instantanée** lors de l'imposition de nouvelles réglementations, **extraire l'information pertinente** et contextualisée des milliards de données. Selon une [étude passionnante menée par Burnmark](#), les RegTech offrent en premier à leurs clients une **diminution des coûts, puis une réduction des délais de mise en conformité et en troisième lieu une amélioration de la qualité de celle-ci**.

Les **banques comptent parmi les premières clientes** des REGTECH, suivies des fonds d'investissements, des assurances ou autres gestionnaires de patrimoine. Beaucoup de banques, comme BNP ou HSBC ont par ailleurs lancé leur propre incubateur/accélérateur de start-ups ou investissent dans ces technologies.

Outre ces clients directs, les **RegTech travaillent de plus en plus avec les régulateurs** sur des sujets dit de "[SupTech](#)" (Supervisory Technology) notamment sur la supervision globale des risques, les plaintes ou encore la standardisation de la collecte des données.

L'expérimentation de start-ups au niveau des régulateurs permet également de leur donner une certaine légitimité et de s'assurer qu'elles comprennent parfaitement les exigences de conformité. L'AMF (Autorité des Marchés Financiers), a ainsi déclaré qu'« *il pourrait être opportun d'entamer une réflexion sur la nécessité de certifier les RegTechs afin de favoriser le développement de services de qualité* ».

LA VERIFICATION DU PROFIL CLIENT : PREMIER OBJET DES REGTECH

Près du quart des investissements en RegTech concernent des solutions de Know Your Customer ou KYC. C'est en effet un enjeu majeur pour les banques qui ont l'obligation de connaître tous leurs clients et de surveiller leurs flux afin de lutter contre le blanchiment, la fraude fiscale ou le terrorisme. Ce processus seul coûte 47,8 millions d'euros par an aux banques britanniques (Etude Thomson Reuters). Certaines banques ont en effet encore recours à des procédés manuels via Excel ou la recherche Google, inefficaces et chronophages.

Beaucoup de start-ups se sont donc développées sur ce créneau : [Trooly](#), acquies l'année dernière par Airbnb, mesure le niveau de fiabilité d'une personne grâce aux données publiques ; Chekk est une start-up française proposant aux banques une solution d'identification pour leurs clients, grâce à des technologies de biométrie et d'identification vidéo. [Lendolib](#) quant à elle rassemble des données publiques et prédit la capacité d'un individu à rembourser ou non un crédit. D'autres start-ups utilisent l'IA pour lire et contextualiser des milliers de données pour savoir si la personne a déjà été citée dans un procès comme témoin ou accusé.

DES RELATIONS A CREUSER AVEC LE MONDE JURIDIQUE

Selon Burnmark, les start-ups de la RegTech sont aujourd'hui passées à la **phase 2.0 de leur déploiement**. Malgré les investissements massifs reçus, elles ont eu en effet du mal à se déployer au début de par les réticences au changement des banques et des employés chargés de la conformité, les silos internes et les lourdeurs bureaucratiques mais aussi leur propre méconnaissance des problématiques de régulation et du rôle du régulateur.

Depuis 2016, les start-ups ont réussi à passer la phase du Proof of Concept et à gagner les faveurs des plus grandes institutions en menant un dialogue entre elles mais aussi avec les [Big 4](#) du conseil et les régulateurs. **Pourtant clé, le secteur juridique semble absent de l'équation alors qu'il est concerné au plus haut point par les enjeux de conformité.**

Il est nécessaire de se montrer proactif et de nouer des relations avec le monde de la RegTech, aussi nous ne pouvons que vous inviter à participer au [premier forum dédié à la RegTech](#) en France qui se tiendra le 9 octobre à Paris sous l'égide du Cercle Montesquieu, de LJA et d'Open Law.

POUR ALLER PLUS LOIN

[L'essor des RegTechs en Europe \(par l'observatoire des banques\)](#)

[Twitter @FranceFintech](#)

[Rapport RegTech 2.0, Janvier 2018](#)

[International regtech association](#)